

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Albert RICHARD

1870

1- Son origine, son caractère, ses principes.

Voltaire ne pourrait certainement pas aujourd'hui donner à l'*Association internationale* le titre d'honnête fille dont il qualifiait malicieusement et injustement sans doute l'académie de notre chère cité lyonnaise. L'*Association internationale* a trop fait parler d'elle pour pouvoir prétendre à de tels éloges.

Que n'en dit-on pas dans les sphères gouvernementales, dans la presse réactionnaire et dans les conciliabules bourgeois! Vraiment, s'il ne se trouvait quelques organes sincèrement démocratiques pour prendre sa défense, bien des gens seraient tentés de croire que le monde civilisé a laissé germer et se développer dans son sein une nouvelle société de Thugs (1) ou de Chauffeurs (2), prête à répandre partout l'abomination de la désolation prédite par le prophète Jérémie.

Qu'il soit permis à l'un des membres les plus anciens et les plus fidèles de cette association de dire la vérité toute simple sur cet important sujet. Notre récit pourra être considéré si l'on veut comme une sorte de manifeste, car nous sommes certain de n'être contredit par aucun des membres de notre association.

Tout le monde sait que les manifestations des besoins et des aspirations économiques des travailleurs dans les sociétés humaines sont bien antérieures à la définition scientifique de l'idée et des instincts socialistes. C'est seulement après la transformation de notre société européenne à la suite de la révolution de 89, lorsque les progrès considérables de l'industrie et du commerce, le perfectionnement des machines, l'accroissement de la production vinrent créer une nouvelle féodalité financière et industrielle, que l'étude approfondie de l'organisation sociale, d'une part, et les efforts des travailleurs pour s'arracher au nouveau joug qui pesait sur eux, d'autre part, donnèrent naissance à cet ensemble harmonique de principes nouveaux et d'idées nouvelles qu'on appela le socialisme.

Le socialisme, qui n'est pas seulement un principe, mais un mouvement économique fatal pour ainsi dire, se compose de deux éléments essentiels: la science et l'instinct populaire, la théorie et la pratique, l'idéal et la réalité.

Aussi longtemps que ces deux éléments furent séparés, la science, ne pouvant reposer sur des données assez sûres, s'égara dans ses déductions et suppléa par l'imagination à l'insuffisance des ressources du jugement. Il en résulta que des hommes pleins de cœur et même de science, Saint-Simon, Fourier, Robert Owen, Cabet, Louis Blanc et autres, jusques et y compris le prince Louis-Napoléon Bonaparte, s'érigèrent en révélateurs sociaux et élaborèrent à priori dans l'enceinte de leur imagination de nouveaux systèmes sociaux, tous plus ou moins bien réussis, tous également impraticables.

(1) Littéralement «étrangleurs»: secte sanguinaire hindouiste indienne active aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. (Note A.M.).

(2) *Chauffeurs de pâturons, ou brûleurs de pieds...*: noms donnés aux brigands qui brûlaient les pieds avec des braises, afin de faire avouer la cache des valeurs.(Note A.M.).

De leur côté, les ouvriers ne firent pas de systèmes, ils agirent, mais ils agirent sans méthode et sans idée nette de ce qu'ils voulaient; ils se battirent à Lyon en 1832, à Lyon et à Paris en 1834, et à Paris en juin 1848, ils formèrent les célèbres sociétés des mutuellistes, des *Droits de l'homme* et des *voraces*, dont le centre était dans ce grand milieu socialiste qui s'appelle Lyon.

La république de 1848 ne vit dans le socialisme qu'une réunion d'idées et d'actes incohérents; elle passa outre.

Proudhon cependant ne s'était pas montré un théoricien pur, il était allé plus loin que tous les autres socialistes, mais il était trop isolé.

La réaction rassembla dans un effort suprême toutes ses forces pour repousser ce courant envahisseur qui allait entraîner l'Europe vers des horizons inconnus: l'empire en profita pour s'installer, et pendant quelques années, il ne fut plus guère question de socialisme.

Cependant les couches populaires étaient toujours agitées à de grandes profondeurs, par ce remous intérieur qui révèle à la surface de la société l'action incessante de la loi supérieure qui nous pousse en avant.

Pendant l'exposition universelle de Londres en 1862, un grand nombre d'ouvriers de divers pays qui s'étaient rendus dans cette ville eurent occasion de fraterniser ensemble, et c'est alors que leur vint pour ainsi dire spontanément et naturellement à l'esprit, l'idée d'une vaste association ouvrière internationale, qui leur permettrait d'entretenir et d'utiliser les rapports amicaux qu'ils venaient d'établir. L'idée fut étudiée, approuvée, répandue et l'on se mit à l'œuvre.

Il y eut à Londres, à Saint-Martin's-Hall, au mois de septembre 1864, une première conférence ouvrière internationale, à laquelle assistèrent des ouvriers anglais, français, suisses, belges et allemands.

On y élaborait les statuts, le règlement, et l'on y jeta les bases de l'*Association internationale*.

Tout cela avait lieu en même temps que la tension toujours croissante des rapports entre le travail et le capital et le progrès des idées déterminaient dans toute l'Europe une nouvelle manifestation socialiste connue sous le nom de mouvement coopératif.

Rien de plus pacifique, de plus légitime et de plus grandiose que cet épanouissement général de l'*esprit ouvrier* si nous pouvons nous exprimer ainsi. Il ne s'agissait alors ni de conspirations, ni de révolutions violentes, ni d'utopies, ni de sociétés secrètes. Il s'agissait de travailler, chacun dans sa sphère d'action, chacun dans la mesure de ses moyens, à réaliser par l'association de production, de consommation, par le crédit, par l'étude, par le groupement et par la coordination de tous les éléments de progrès qu'on pourrait rassembler, l'affranchissement de l'opprimé de notre civilisation, le salarié.

L'imagination, cette fois, ne pouvait plus fourvoyer le jugement; la première expérience était faite; les penseurs et les travailleurs, la théorie et la pratique se réunissaient pour former le levier d'Archimède si vainement cherché auparavant.

Le gouvernement et la bourgeoisie ne virent pas cela d'un bon œil; mais comment s'opposer à un pareil mouvement sans provoquer une révolution politique? ils préférèrent le dénaturer et ils firent tout ce qu'ils purent pour restreindre la coopération dans les limites du mercantilisme et de l'exclusivisme. Ils y réussirent dans une certaine mesure; mais l'*Association internationale*, qui se préoccupait surtout du côté moral du nouveau mouvement, ne donnait pas prise aux intrigues des puissants. Et elle avait cela de particulier qu'elle ne donnait pas prise non plus à la répression.

Elle disait hautement: «*Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs; que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle; que pour cette raison l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique*». C'était dire à la centralisation politique: nous ne conspirerons point contre vous, nous ne vous attaquerons point, c'est inutile, car vous êtes condamnée à périr par la fatalité historique et par la science sociale. Il y a des causes économiques, supérieures à vous, hors de votre portée, et qui poussent les sociétés modernes vers la liberté et vers l'égalité.

C'était dire aux monopoles capitalistes: c'est vous qui avez hérité de l'ancien pouvoir des patriciens et des seigneurs féodaux; vous êtes aujourd'hui le plus grand obstacle à la réalisation de la justice sociale, et comme la justice sociale est le but de notre civilisation, vous devez nécessairement être supprimés.

Les fondateurs de l'*Association internationale* ne se posaient point comme des révolutionnaires, ni comme des agitateurs, ni comme des hommes de parti; il n'étaient que de simples statisticiens, qui voyaient, qui calculaient et qui constataient. Ce caractère essentiel de notre association lui a toujours été si bien conservé, il lui est tellement inhérent, il répond si bien aux intérêts des travailleurs, il est si complètement d'accord avec les enseignements de l'économie sociale, que jamais l'*Internationale* ne s'est vue obligée de l'effacer devant des considérations de tactique ou d'intérêt immédiat. Elle ne s'est mêlée à aucun mouvement politique révolutionnaire, elle ne s'est mise à la remorque d'aucun parti, ni d'aucune personnalité, elle a toujours dédaigné de cacher quelque chose et s'est constamment affirmée au grand jour.

Mazzini et Blanqui, que M. l'avocat général Aulois a fait intervenir dans la fondation et dans le développement de l'*Association internationale*, comme il m'a fait intervenir dans la fondation de la *Fédération ouvrière parisienne*, y sont restés complètement étrangers.

Leurs personnalités sont assurément estimables et sympathiques, mais ils ne peuvent pas concevoir comme nous la question sociale, parce qu'ils ont les idées de leur génération et que les circonstances au milieu desquelles ils se sont formés, sont très différentes de celles qui ont présidé au développement de l'*Internationale*.

Si l'*Internationale* a grandi et prospéré, c'est parce qu'elle a sa raison d'être dans la nature même des choses, parce qu'elle est un produit normal de notre époque, une conséquence logique de l'organisation sociale actuelle et le commencement de la grande et définitive étape qui doit mener les classes laborieuses vers un avenir meilleur.

En résumant ses principes dans cette formule admirable: «*Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits*», elle ne tombait point dans les vieilles erreurs des théoriciens. Elle s'abstenait de préconiser un système plutôt qu'un autre, elle reconnaissait qu'en économie sociale, la justice et la vérité ne peuvent résulter que de l'étude et de l'expérience générales, c'est-à-dire de l'observation attentive des faits et des plus solides arguments de la science.

La nécessité de substituer à l'esprit d'égoïsme et d'individualisme, à l'insolidarité et à l'opposition des intérêts économiques qui caractérisent l'organisation sociale actuelle, la solidarité économique de tous les individus, la répartition la plus équitable des produits du travail, était la seule vérité générale acceptée par tous.

Les discussions des Congrès de l'*Internationale* ont bien appris, du reste, à ceux qui auraient été tentés de prendre pour des meneurs et pour des ambitieux ses nombreux propagateurs, que l'on sait très bien dans l'*Internationale* que les ouvriers ne manquent pas de défauts et que les institutions politiques et sociales actuelles, fruit de bien des siècles de luttes et de travaux, sont des phases nécessaires du développement de l'humanité, ce qui fait que leur plus ou moins de durée ne peut dépendre ni d'une circonstance, ni d'un parti, ni d'une personnalité.

La section de Paris fut définitivement constituée au commencement de 1865, en même temps que débutaient à l'extérieur les sections de Genève, de Bruxelles et de Londres. La première section de Lyon fut constituée peu de temps après. De 1865 à 1866, l'*Association internationale* fit de grands progrès en France, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie.

La section de Lyon avait pris dès cette époque un développement sérieux. Elle organisa en mars 1866 une assemblée générale qui fut autorisée par M. le préfet Chevreau, et qui eut lieu dans un établissement aux Brotteaux. On y nomma une nouvelle commission et on y élut quatre députés pour le congrès qui devait avoir lieu à Genève au mois de septembre suivant.

L'*Association internationale* était dès lors définitivement créée. Née au milieu de difficultés de toute espèce, entourée d'ennemis et d'envieux, elle allait bientôt savoir si elle possédait assez de vitalité pour se soutenir, malgré les entraves et les déceptions qu'elle pouvait prévoir.

2- Ses moyens d'action, son but, son organisation.

De l'avènement du socialisme et de son organisation par l'*Association internationale*, se dégage un enseignement philosophique d'une haute portée. En fait et en principe, l'insuffisance de la morale et de la politique est dès lors reconnue par tous.

Avant que le cercle des connaissances humaines se soit étendu aux réalités économiques, des philosophes, des moralistes et des législateurs s'étaient seuls occupés de rechercher les moyens de rendre l'homme heureux et de former une société harmonique.

Après avoir étudié le mal physique et le mal moral, la politique et la jurisprudence anciennes, ils en arrivaient uniformément à conseiller aux hommes: 1- de fuir le vice et de pratiquer la vertu; 2- de former des républiques et non des monarchies.

C'étaient là de bons conseils, assurément, mais les moyens d'action pour en arriver là?

Il n'en était nullement question.

Et ces conseils philosophiques ne venaient pas seulement se heurter contre des impossibilités matérielles, ils étaient en pleine contradiction avec les leçons de l'histoire. En effet, on avait vu des sociétés républicaines et vertueuses comme les sociétés grecques et romaines perdre, après quelques siècles d'expérience, leur vertu et leur liberté.

Quelles étaient donc les véritables causes du bien et du mal, du juste et de l'injuste, et comment les distinguer?

Question longtemps insoluble. Il fallait cependant une certitude à l'esprit humain, un espoir pour les pauvres, une garantie morale pour la société. Ce fut la religion qui se chargea de nous donner tout cela. Elle fit du droit du plus fort le droit divin, elle sanctionna de sa puissante autorité morale toutes les injustices et toutes les inégalités sociales fondamentales. En créant la justice transcendante dont Dieu seul a les balances, elle força l'homme à se courber devant une volonté supérieure et à accepter son sort, quel qu'il fût. Elle triompha facilement de tous les philosophes et de tous les réformateurs, car elle était avant l'aperception du droit naturel, avant la découverte des causes économiques primordiales qui influent sur l'organisme social tout entier, la condition indispensable de l'ordre général. Maintes fois le peuple avec son gros bon sens et avec son admirable instinct sut faire bien davantage que les philosophes avec toute leur science. C'est ainsi que les communes s'affranchirent au moyen-âge à force de travail, d'épargne et d'intelligence. Et quand après les Rousseau, les d'Holbach, les Diderot, les Voltaire, ce peuple put s'élever en France à la hauteur des conceptions philosophiques, il entra résolument dans la pratique en faisant crouler sous sa puissante colère tout l'édifice féodal, monarchique et religieux qu'on l'avait si longtemps contraint de respecter.

Mais ce n'était là qu'une révolution politique et philosophique; ces causes, ces racines, ces formidables racines qui font toujours monter dans les branches une sève infecte qui les pourrit, on ne les avait point attaquées. L'organisation sociale avait pu être modifiée; mais son principe fondamental consacrant en économie sociale le droit absolu du plus fort, du plus rusé ou du plus riche, niant le droit du plus faible, niant l'égalité originaire, son principe n'était point changé. Les nouveaux privilégiés, tout en se donnant des airs libérateurs, ne pouvaient faire autre chose que de remplacer les esclaves, les serfs et les mainmortables par des salariés.

Deux républiques françaises sont tombées comme étaient tombées les républiques grecque et romaine.

La liberté politique et la liberté religieuse se maintiennent sans réforme économique en Suisse, en Angleterre et en Amérique, et elles y servent aux socialistes de moyens d'action pour arriver à l'affranchissement du travail. Cet état de choses est possible dans un petit pays international encore très religieux et très soucieux de son indépendance, comme la Suisse; dans un pays dont l'exclusivisme national et la tendance à chercher avant tout la satisfaction de ses intérêts matériels et immédiats sont passés en proverbe, comme l'Angleterre; dans un pays neuf qui offre des ressources immenses et diverses, comme l'Amérique; mais en France, pays de l'idée et des principes, cela n'est pas possible. En France, il n'y a pas de milieu entre la réaction et la révolution. La guerre y est déclarée depuis quatre-vingts ans entre la force et le droit, entre

l'égoïsme et la justice. Le peuple français n'est pas diplomate, il n'aime pas les détours et les transactions; il ne livre que des batailles décisives; il les gagne ou il les perd, mais il marche constamment à son but et il sait attendre son heure.

Est-ce à dire qu'il n'a point changé de tactique?

Celui qui le croirait se tromperait étrangement. Après avoir fait tant de révolutions politiques dont aucune n'a produit les résultats qu'on en attendait, après avoir vainement placé sa confiance dans quelques hommes d'élite, après avoir inutilement imploré tantôt l'État et tantôt le capital, il a compris que les personnalités, l'État et le capital, ne sont que des produits d'une situation qui produira toujours les mêmes effets, tant que son principe et sa nature ne seront pas changés. Qui les changera, sinon ceux qui y ont intérêt? Il faut donc que les travailleurs fassent leurs affaires eux-mêmes et qu'ils s'organisent pour cela. Plus de révolutions nationales, plus de mouvements politiques exclusifs, plus de patries, plus de religions, plus de tuteurs ni d'exploiteurs: l'union de tous les travailleurs sans distinction de races, de croyances et de nationalités; la lutte en commun contre l'ennemi commun, l'égoïsme, cause philosophique, et l'insolidarité, cause économique de tous les maux de l'humanité. Guerre aux mauvais principes et paix aux hommes; ce n'est pas la vengeance que nous cherchons, c'est la justice.

Voilà l'idée mère, l'idée génératrice que l'*Association internationale* défend et propage hautement et franchement partout où elle exerce son action. Et voilà pourquoi nous disons que la morale et la politique ont cédé le pas au socialisme. Le socialisme seul est à la fois théorique et pratique. Seul, il est éminemment légitime et éminemment rationnel, car il n'exploite point, comme le font ses ennemis, la frayeur ou la colère; il n'a d'autres mobiles que le sentiment du droit et la certitude scientifique.

Dans tous les congrès de l'*Association internationale*, à Genève en 1866, à Lausanne en 1867, à Bruxelles en 1868 et à Bâle en 1869, on s'est sérieusement occupé de définir et d'indiquer clairement le but du nouveau mouvement et de rechercher les moyens d'action à l'aide desquels on pourrait l'atteindre. Tout en s'appuyant sur les considérations générales que nous venons d'exposer, on ne négligea jamais l'étude de toutes les questions de détail se rattachant à telle corporation ou à telle industrie. Du reste, une pareille négligence aurait été impossible. Ces congrès formés de délégués qui venaient exposer les idées, les intentions et la situation des travailleurs de chaque pays et de chaque spécialité, ne peuvent être considérés comme des réunions de savants et d'idéalistes venant raconter leurs rêveries ou développer leurs théorèmes.

Au congrès de Genève, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne du sud n'étaient pas encore représentées: les Parisiens, les Anglais et les Suisses y étaient en majorité. Ce congrès s'occupa surtout d'étudier et d'exposer les principes économiques qui devaient guider la conduite des sections et d'organiser l'*Association internationale*.

On y combattit l'intérêt au capital, on y montra les funestes effets du perfectionnement des machines et de la généralisation de leur emploi sous la domination du capital. On y recommanda les banques ouvrières et le crédit entre travailleurs. A cette époque, l'élément proudhonien dominait dans l'*Internationale*, ce qui fait qu'on voyait dans l'organisation sociale plutôt des contradictions économiques que des vices fondamentaux, on aboutissait naturellement à proposer des synthèses, l'égal-échange et des moyens d'action comme le crédit.

Pour l'organisation de l'association, on arrêta, que le *Conseil général*, composé d'un nombre de membres plus ou moins grand et siégeant à Londres, serait élu dans les congrès annuels par les délégués des sections, qu'il aurait pour mission de recevoir les adhésions et de faire parvenir des renseignements aux sections qui lui en demanderaient. On ne lui laissa aucune espèce d'autorité, ainsi que l'atteste le règlement, et il fut convenu que les sections seraient parfaitement indépendantes les unes des autres, s'organiseraient et agiraient comme leur situation, leurs intentions et leurs intérêts respectifs le leur commanderaient. L'*Association internationale* pouvait être un moyen d'unir les ouvriers, de les mettre en communication les uns avec les autres, de coordonner leurs efforts, mais non de les discipliner ou de leur imposer un mot d'ordre.

Le *Conseil général* fut on outre chargé de faire une enquête statistique sur le travail, contenant des rapports détaillés et spéciaux sur chaque branche de l'industrie et de l'agriculture et embrassant tous les pays civilisés. Le congrès de Lausanne se montra essentiellement pratique; il encouragea les sociétés coopératives de production et de crédit; mais, inquiet des agissements des ennemis de la classe ouvrière, et craignant de voir un si beau mouvement se corrompre et péricliter, il vota les résolutions suivantes qui, si elles indiquent clairement l'esprit de notre association, montrent sa répulsion pour les moyens violents:

1- Le congrès pense que les efforts tentés aujourd'hui par les associations ouvrières (si celles-ci se généralisent en conservant leur forme actuelle) tendent à constituer un quatrième état ayant au-dessous de lui un cinquième état plus misérable encore.

2- Pour obvier à ce danger, le congrès pense qu'il est nécessaire que le prolétariat se convainque bien de cette idée: que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société et conformes à la réciprocité et à la justice.

3- Néanmoins, le congrès pense que tous les efforts des associations ouvrières doivent être encouragés, sauf à faire disparaître autant que possible du sein de ces associations le prélèvement du capital sur le travail, c'est-à-dire à y faire pénétrer l'idée de mutualité.

Dans le même congrès, la cotisation annuelle due par chaque adhérent au *Conseil général* fut réduite à dix centimes.

Au congrès de Bruxelles, il se trouva que l'*Association internationale*, sous l'influence de circonstances propices, avait fait de grands progrès moraux et matériels, mais ce qui caractérise surtout ce congrès intéressant, c'est qu'on s'y aperçut que l'*Internationale* tendait à se transformer en une immense confédération de sociétés de résistance.

Il y fut démontré que la coopération, quelque utilité qu'elle pût avoir dans bien des cas, n'était nullement une panacée universelle, et que sous le régime politique et social actuel, elle ne pourrait amener des résultats décisifs. Tous les délégués pensèrent que pour que la coopération puisse servir à quelque chose, il faut que les ouvriers puissent s'instruire et économiser. Il faut donc d'abord qu'ils trouvent les moyens de s'instruire et d'économiser.

D'un autre côté, l'on reconnut que les sociétés de résistance, de maintien de prix, de prévoyance, les trade-unions, etc..., étaient réellement dans la logique de la situation, puisqu'elles ont pour but de défendre les salaires et de sauvegarder dans tous les cas les intérêts des ouvriers contre ceux des chefs d'industrie.

Le législateur l'avait reconnu implicitement avant les délégués du congrès de Bruxelles. Une des étrangetés de notre époque, une des bizarreries les plus curieuses, bizarrerie que nous recommandons aux réflexions de la postérité, est certainement la mise en accusation de l'*Internationale* par un ministre qui est si peu ignorant en matière économique, que c'est sous son impulsion à lui qu'a été votée la loi sur les coalitions.

M. Émile Ollivier pourrait-il bien nous expliquer comment il aurait été possible que le gouvernement impérial lui-même s'inclinât devant la force des choses, sans que les travailleurs poursuivissent le développement et la régularisation de cette action indiquée par la loi elle-même?

On a reproché, il est vrai, à notre association, de chercher à organiser et à décréter des grèves. Mais c'est là une simplicité qui fera sourire tout économiste sérieux. Nous avons, nous autres internationaux, une longue expérience des grèves, et nous affirmons qu'il est impossible d'organiser et de décréter une grève.

La grève est un accident économique produit par la situation où, dans l'organisation sociale actuelle, se trouvent respectivement placés le travail et le capital.

Une grève ne peut pas être préparée; elle éclate spontanément lorsque les rapports des ouvriers avec leurs patrons sont arrivés, par suite des luttes industrielles, de la concurrence, des exigences de la production et de la consommation, à ce degré de tension qui appelle une solution immédiate. L'*Internationale* n'a pas plus pour but d'organiser des grèves, qu'elle n'a pour but de provoquer des bouleversements sociaux. Elle cherche par tous les moyens en son pouvoir, c'est-à-dire par tous ceux que la force des choses et la nature des circonstances indiquent à ses nombreuses sections, à arriver à l'affranchissement du travail par l'abolition du salariat.

En attendant, elle ne néglige pas les intérêts partiels des corporations. Sur quelles considérations un observateur, un homme de bon sens, voire même un homme d'État ou un jurisconsulte pourraient-ils bien se baser pour condamner un pareil mouvement? C'est ce que nous demandons à tous les amis de la justice et de l'impartialité.

3- Ses actes. Le Congrès de Bâle, le collectivisme.

On connaît l'arbre à ses fruits, disent l'Évangile et la logique naturelle.

Or, qu'a fait l'*Association internationale*? Elle existe depuis bientôt six ans, et elle n'a jamais cessé d'agir dans la mesure de ses moyens.

Où sont les révolutions, les conspirations, les troubles qu'elle a provoqués?

C'est à peine si on peut lui reprocher un délit légal, puisqu'elle a existé à Paris, à Lyon, à Marseille et à Rouen pendant plusieurs années, au vu et au su de tout le monde, et que le gouvernement ne jugeait pas à propos d'intervenir.

Mais nous ne voulons pas répondre ici d'une manière détaillée aux nombreuses accusations qui sont portées contre elle; nous aurons occasion de le faire ailleurs, lorsque nous serons en face de ceux qui les soutiennent.

La tâche que nous essayons de remplir maintenant est de faire connaître notre association et non pas nos idées ou nos vues personnelles.

De toutes les grèves qu'a soutenues l'*Association internationale*, les plus longues et les plus pénibles furent la grève des ouvriers en bâtiment de Genève en 1868 qui a réussi en partie, la grève des fileurs de Bâle au commencement de 1869 et la grève des ovalistes de Lyon dans l'été de la même année qui ont obtenu un résultat analogue, la grève des fileurs de Rouen et d'Elbeuf, et celle des mégissiers de Paris en 1869 et 1870 qui ont échoué.

Parmi les autres grèves moins importantes que les cotisations de l'*Internationale* ont pu aider, il y en a qui n'ont eu d'autres ressources que celles des fédérations locales. C'est ainsi que la fédération marseillaise a soutenu à elle seule pendant plusieurs mois les grèves des layetiers et des fondeurs.

Toutes ces grèves éclataient inopinément, et nos jeunes sections, pauvres encore et ayant à peine pour la plupart achevé de s'organiser, se sont vu sur le dos jusqu'à dix grèves à la fois. Dans une telle situation, on déconseillait les grèves le plus qu'on pouvait; mais de même que des conseils ne peuvent pas produire une grève, ils ne peuvent pas non plus l'empêcher.

Les travailleurs acceptaient vaillamment ces nouvelles charges et faisaient ce qu'ils pouvaient pour soutenir leurs frères. Jamais la victoire ne les a enivrés et jamais la défaite ne les a découragés; mais s'ils sont des auteurs de désordres, pourquoi n'ont-ils pas profité de ces belles et nombreuses occasions qui leur étaient offertes?

L'idée de fédérer les caisses de résistance et aussi les intelligences éparses dans toutes les sociétés ouvrières a fait de grands progrès sur la fin de l'année dernière. Des fédérations ouvrières comptant presque toutes plus de vingt corporations se sont formées à Paris, à Lyon, à Rouen et à Marseille. De vastes et imposantes réunions ont eu lieu dans ces différentes villes.

Comment se fait-il que tout ce mouvement se soit accompli aussi pacifiquement et avec tant d'ordre et d'ensemble? Comment se fait-il que les internationaux de Genève, bien organisés, au nombre de quatre mille, aient tenu pendant plusieurs jours la ville à leur discrétion et qu'ils n'aient pas cédé à la tentation de s'en emparer? Comment se fait-il que les internationaux de Lausanne provoqués par la bourgeoisie qui a appelé en leur honneur la milice fédérale, soient restés calmes et impassibles?

D'où vient que les sections belges, au lieu d'exploiter la colère des mineurs massacrés à Seraing et à Frameries, ont usé de toute leur influence pour apaiser ces malheureuses victimes?

Par quelle anomalie a-t-il pu se faire que l'*Internationale*, bien reliée et bien organisée dans toutes les grandes villes de France, exerçant une grande influence sur le prolétariat tout entier, ne se soit pas entendue avec Rochefort et Flourens qui la connaissaient fort bien, pour faire la révolution lors de l'enterrement de Victor Noir?

Qu'est-ce que les ouvriers lyonnais ont donc pensé lorsqu'au 13 mars dernier ils étaient rassemblés cinq ou six mille dans l'enceinte de la Rotonde et qu'ils y ont discuté leurs intérêts avec un esprit d'ordre et d'étude qui manque bien souvent au corps législatif et qui n'a pas toujours présidé aux discussions du concile?

Pourquoi ces nombreuses sociétés, ces imposantes fédérations restent-elles si tranquilles?

Autant de problèmes que nous soumettons à tous ceux qui voudront hier, se charger de les résoudre?

L'association internationale a fait des progrès prodigieux pendant la dernière moitié de l'année 1869 et au commencement de 1870. En Belgique, elle a groupé les ouvriers par centaines de mille; en Allemagne, en Angleterre et en Amérique des associations déjà puissantes et répandues sur toute la surface du pays y ont adhéré; en Espagne, elle est tout à coup devenue, à Barcelone, à Madrid, à Cadix, aux Baléares, l'espoir et le foyer du prolétariat; elle s'est solidement implantée dans plusieurs villes d'Italie, et notamment à Naples.

En France, les hommes d'initiative ne pouvaient suffire à organiser les sociétés, les sections, les corporations, les groupes adhérents à l'*Internationale* qui surgissaient de partout, jusque dans les villes de second ordre et même dans quelques campagnes.

Le mouvement économique industriel, la lutte à outrance des intérêts opposés des capitalistes et des travailleurs, en agitant plus que jamais les populations, jetèrent les ouvriers dans l'*Internationale* par dizaines de mille. A Lyon, ce mouvement fut tout particulièrement intéressant à étudier. Depuis le mois de juillet de l'année dernière, il ne cessa de s'y développer dans une proportion toujours croissante.

Après quelques mois d'efforts et de travaux dépassant tout ce qu'on avait fait jusqu'alors, les internationaux de toute la France purent constater, au moyen de leurs correspondances suivies et de leurs relations continuelles, qu'ils étaient devenus une formidable puissance.

Au congrès de Bâle, tous les pays que nous venons de citer étaient représentés et tous les délégués, sans exception, furent d'accord pour les résolutions suivantes sur les sociétés de résistance:

«Le congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'employer activement à la création de sociétés de résistance dans les différents corps de métiers.

A mesure que ces sociétés se fondent, il invite les sections, groupes fédéraux et conseils centraux à en donner avis à toutes les sociétés de la même corporation, afin de provoquer la formation d'associations nationales des différents corps de métiers.

Ces fédérations seront chargées de réunir tous les documents et notices intéressant leur industrie respective, de diriger les mesures prises en commun, de régulariser les grèves et de travailler activement à leur réussite jusqu'à ce que le salariat soit remplacé par des fédérations de producteurs libres.

Le congrès invite en même temps le Conseil général à servir, en cas de nécessité, d'intermédiaire pour l'union des sociétés de résistance de tous les pays».

C'est depuis ce congrès que l'*Internationale* a réalisé la plus grande partie des progrès remarquables dont nous venons de parler.

Et dans tout cela, rien de secret, rien de caché, par la bonne raison que la clarté, la publicité, la discussion sont de la nature même de notre action et que nous n'aurions pas notre raison d'être s'il en était autrement, attendu que nous serions alors des conspirateurs.

Or, tout le monde sait que les conspirateurs ne peuvent être des socialistes, puisqu'ils ne visent qu'à renverser des institutions politiques et souvent même de simples personnalités.

Une preuve à l'appui, c'est que la police est parvenue à se procurer le chiffre exact de nos adhérents en France et que dans le réquisitoire prononcé contre les internationaux de Paris, il est dit que nous sommes 433.785. Si nous nous étions bien cachés, on n'aurait pas pu connaître le nombre de nos adhérents d'une manière aussi exacte.

Le gouvernement sait bien que l'*Internationale* n'est pas une société secrète, mais c'est un mouvement qui fait tous les jours de nouveaux progrès et cela suffit pour l'inquiéter: les gens qui n'ont pas la conscience nette sont tous ainsi. Cela n'empêchera pas tous les hommes qui aiment la justice de se mettre avec nous,

non-seulement les ouvriers des villes, non-seulement les journaliers et les fermiers des campagnes, mais toute la petite bourgeoisie,

Ce n'est pas nous qui avons créé ces grandes sociétés financières, ces grands monopoles commerciaux et industriels qui, non contents d'asservir et d'affamer l'ouvrier, pèsent d'un poids insupportable sur la petite bourgeoisie.

Combien n'y a-t-il pas de petits commerçants et de petits industriels qui sont placés entre les exigences de la production et les nécessités de la consommation, comme entre l'enclume et le marteau! En apparence ils sont plus aisés que les ouvriers, et dans le fait ils sont plus embarrassés. Nous savons tout cela, il ne faut pas croire que nous divisons la société en deux classes bien tranchées: les exploiters et les exploités; nous ne sommes pas assez dénués de sens commun pour cela. Nous pensons et nous voyons que la société est divisée en une douzaine de classes hiérarchiques du plus riche au plus pauvre et qui toutes s'exploitent et se dévorent les unes les autres. Si tout cela vit apparemment en assez bonne intelligence, c'est que les uns se consolent en pensant qu'ils auront le paradis à la fin de leurs jours et que les autres sont tenus en respect par six cent mille baïonnettes.

Quant aux théories professées ou notées dans le congrès de Bruxelles et de Bâle, et dont on fait aux internationaux un crime capital, elles ont été effroyablement dénaturées par nos ennemis. D'ailleurs, ce ne sont là que des idées, des opinions, et dans l'*Internationale* chacun est libre d'avoir les siennes, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux principes généraux de l'association.

Si le collectivisme l'a emporté à Bruxelles et surtout à Bâle, ce n'a pas été sans discussion. Des arguments scientifiques ont été apportés de part et d'autre et le congrès en manifestant son opinion n'a point parlé d'imposer sa volonté à personne; il a seulement voulu donner son avis, dire ce qui lui paraissait juste et vrai, toujours prêt à s'incliner devant la vérité. Les réactionnaires, qui professent les opinions les plus extravagantes de toutes, puisqu'ils s'opposent au progrès, n'ont point tenu compte de ces considérations et ont voulu faire du collectivisme un épouvantail.

Qu'est-ce donc que le collectivisme?

Avant l'association internationale, lorsque les théories socialistes ne se composaient que de dissertations métaphysiques plus ou moins raisonnables, deux théories générales parurent primer toutes les autres, le communisme et le mutuellisme.

Le communisme, qui ne voit ni intérêt individuel, ni liberté ni initiative individuelles, le communisme, qui ne peut concevoir que dans l'organisation sociale l'individualité ait un rôle distinct, un attribut spécial, et qui veut la fondre complètement dans le grand bloc communautaire parce que, dans cet ordre d'idées, c'est là seulement qu'elle peut trouver le bonheur.

Et le mutuellisme, qui veut, au contraire, que l'organisation sociale soit une résultante de la combinaison des forces individuelles, qui veut en tout et partout sauvegarder l'action et l'autonomie de l'individualité et la relier aux autres individualités par la fédération.

Le communisme n'ayant d'autre base morale qu'un sentiment mal éclairé de fraternité ou la négation du libre arbitre, est forcé d'adopter pour mobile général du système un grand centre répartiteur et organisateur.

Le grand moyen d'action, le pivot du mutuellisme, c'est la constitution de la valeur. En effet, pour établir l'égal échange, l'échange à prix de revient, il faut que la valeur soit constituée.

Mais où trouver le véritable critérium de la valeur?

Selon Proudhon, c'est l'heure de travail.

Il est bon de faire observer que les socialistes de l'*Internationale* ont tous été plus ou moins proudhoniens et, d'ailleurs, ils en ont tous gardé quelque chose. Si maintenant nous ne le sommes plus, c'est que nous avons reconnu qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de mesure de la valeur.

Si on voulait absolument constituer la valeur, on arriverait à tarifer les produits sans tenir compte, ni du plus ou moins de fatigue, ni du plus ou moins de talent, ni des études, ni de tout ce qu'on aurait dépensé de force morale et matérielle pour fabriquer ces produits.

Le mutuellisme arriverait ainsi par une voie opposée au même résultat que le communisme; il foulerait aux pieds le droit individuel.

Mais en reconnaissant cette vérité, nous avons comme de raison également reconnu que, bien que l'égal-échange, l'échange à prix de revient, soit une chose qui nous tienne fort à cœur, la condition essentielle, la base fondamentale, la loi suprême et naturelle de l'échange, c'est la liberté.

Or, la liberté de l'échange implique nécessairement la liberté complète du travail, c'est-à-dire l'absence de toute réglementation dans le fonctionnement des rouages économiques.

Tout cela est palpable.

Mais, il nous restait alors une immense difficulté à résoudre.

Comment faire, nous sommes-nous dit, pour que cette liberté de l'échange et du travail puisse réellement exister, c'est-à-dire pour qu'elle existe pour tous les producteurs, car autrement elle ne serait qu'un despotisme déguisé?

Là gît selon nous tout le problème social.

Nous avons logiquement abouti à ce raisonnement net et concis comme une proposition géométrique: cette liberté, ce déploiement, cet épanouissement sans contrainte des facultés de tous les individus ne pourraient exister qu'à la condition d'être sauvegardés et garantis par une base sociale commune, par des droits et des devoirs communs. La liberté ne peut pas être individuelle sans être collective et vice versa. C'est-à-dire qu'il est de droit et de nécessité que la liberté soit fondée sur la solidarité économique de tous les individus. Et cette affirmation de la science économique est absolument d'accord avec les enseignements de l'histoire et de la philosophie.

Les hommes naissent tous également nus et également impuissants. Aucun d'eux n'a donc par conséquent, le jour de sa naissance, un droit supérieur à celui des autres; au contraire, ils ont tous un droit égal aux produits de la nature et à la richesse sociale acquise par les générations passées et ils ne peuvent se le garantir réciproquement que par la solidarité. Si la prévoyance sociale n'empêchait pas que les suggestions de l'égoïsme l'emportassent, il y aurait une grande masse de sacrifiée et la société serait placée comme aujourd'hui sur un cratère toujours prêt à faire éruption.

La Société doit donc, sous peine de n'être qu'une horde barbare et indisciplinée, reconnaître le droit égal de tous les hommes à des moyens équivalents d'entretien, d'éducation, de développement, d'instruction, etc...

C'est, en d'autres termes, déclarer qu'en droit la richesse sociale acquise, le capital accumulé sont inaliénables et intransmissibles par voie d'hérédité, tandis qu'au contraire, la production journalière, le produit du travail actuel, la récompense de l'effort individuel doivent appartenir absolument et exclusivement à l'individu.

Avant que l'homme soit formé, nous disons: *A chacun selon ses besoins!* Quand il est formé, nous disons: *A chacun selon ses œuvres!* Voilà le collectivisme.

Nous n'avons pas pour mission ici de le défendre ni de le propager, mais de le faire connaître à ceux qui nous accusent, et de justifier l'*Internationale*, en prouvant que toutes ces histoires de communauté des biens et de communauté des femmes qu'on nous jette à la face, ne sont pas autre chose que d'insipides calomnies que nous renvoyons à ceux qui les ont inventées.

La lumière se fera, nous en sommes persuadé: la raison viendra après la passion, et l'*Internationale* apparaîtra à tous les yeux ce qu'elle est réellement, un mouvement inhérent à notre société, et une condition de la civilisation.

Lyon, le 4 juillet 1870.